

(1)

(N° 26)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 6 DÉCEMBRE 1910.

Projet de loi modifiant le 6^e alinéa de l'article unique de la loi du 3 juillet 1894, relatif au minimum des augmentations quinquennales du traitement des secrétaires communaux (article 111 de la loi communale) (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. MAENHAUT.

MESSIEURS,

En séance du 15 novembre 1910, la Chambre des Représentants fut saisie d'un projet de loi modifiant le 6^e alinéa de l'article unique de la loi du 3 juillet 1894, relatif au minimum des augmentations quinquennales du traitement des secrétaires communaux (art. 111 de la loi communale). Ce projet, déposé le 23 juillet 1909 au Sénat par MM. Dufranc-Friart, Le Clef, Dupont, Jules Francq, E. Keesen et Ch. Maquette, portait dans son texte primitif :

ART. 1. — Le 6^e alinéa de l'article unique de la loi du 3 juillet 1894 (loi communale, art. 111) concernant les traitements des secrétaires communaux est remplacé par la disposition suivante : « Tous les cinq ans, le secrétaire a droit à une augmentation de 10 % sur le montant de son dernier traitement. »

ART. 2. — Le taux de 10 % prévu par la présente loi sera applicable pour la première fois aux augmentations quinquennales qui écherront à partir du 1^{er} janvier 1910.

(1) Projet de loi transmis par le Sénat, n° 7.

(2) La Commission, présidée par M. HEYNEN, était composée de MM. BERTRAND, DU BUS DE WARNAFFE, LEFEBVRE, MOYERSOEN, MULHENDORFF et MAENHAUT.

Antérieurement, la Chambre des Représentants fut saisie de trois propositions de loi, toutes modifiant la loi du 3 juillet 1894, qui établit un barème des traitements des secrétaires communaux, suivant quatorze catégories de communes classées d'après leur population.

Une première proposition de loi émanait de MM. Grimard, Vandervelde, Mansart, Defnet, Maroille et Smets (18 juillet 1899). Elle fut rendue caduque par la dissolution du Parlement en 1900.

Une nouvelle proposition de loi, due à l'initiative de MM. Dufrane-Friart, Maenhaut, Drion, Vandervelde, Ouverleaux et Mansart, fut présentée le 22 mai 1900 et renvoyée pour examen aux sections.

Après de longs débats en section centrale, notre ancien collègue M. Henri Delvaux, dans un très méritoire et complet rapport, étudia cette question qui intéressait si vivement les secrétaires communaux de tout le pays et proposa les amendements suivants qui, après le rejet des propositions Dufrane-Friart par 6 voix et 1 abstention, furent admis à l'unanimité et devinrent la proposition de loi Delvaux:

ARTICLE UNIQUE.

« Par modification au paragraphe 2 de l'article unique de la loi du 3 juillet 1894, revisant l'article 111 de la loi communale du 30 mars 1836, le traitement minimum du secrétaire communal est fixé comme suit :

1 ^o	Communes de moins de 300 habitants	fr. 250
2 ^o	— 301 à 500 habitants	350
3 ^o	— 501 à 1,000	450
4 ^o	— 1,001 à 1,500	550
5 ^o	— 1,501 à 2,000	700
6 ^o	— 2,001 à 2,500	900
7 ^o	— 2,501 à 3,000	1,100
8 ^o	— 3,001 à 4,000	1,300
9 ^o	— 4,001 à 5,000	1,500
10 ^o	— 5,001 à 6,000	1,700
11 ^o	— 6,001 à 8,000	1,900
12 ^o	— 8,001 à 10,000	2,100
13 ^o	— 10,001 à 15,000	2,400
14 ^o	— 15,001 à 25,000	—
	et au delà de	3,000

» Le paragraphe 3 de l'article unique de la même loi est supprimé.

» Le paragraphe 6 de l'article unique de la même loi est supprimé et remplacé par les dispositions suivantes : Tous les cinq ans, le secrétaire a droit à une augmentation de 10 % sur le mon-

EENIG ARTIKEL.

« Bij wijziging van paragraaf 2 van het eenig artikel der wet van 3 Juli 1894, houdende herziening van artikel 111 der wet van 30 Maart 1836, wordt de minimum-jaarwedde van den gemeentesecretaris vastgesteld als volgt :

1 ^o	Gemeenten van minder dan 300 inwoners	fr. 250
2 ^o	— 301 tot 500	350
3 ^o	— 501 tot 1,000	450
4 ^o	— 1,001 tot 1,500	550
5 ^o	— 1,501 tot 2,000	700
6 ^o	— 2,001 tot 2,500	900
7 ^o	— 2,501 tot 3,000	1,100
8 ^o	— 3,001 tot 4,000	1,300
9 ^o	— 4,001 tot 5,000	1,500
10 ^o	— 5,001 tot 6,000	1,700
11 ^o	— 6,001 tot 8,000	1,900
12 ^o	— 8,001 tot 10,000	2,100
13 ^o	— 10,001 tot 15,000	2,400
14 ^o	— 15,001 tot 25,000	—
	en daarboven.	3,000

» De 3^oe paragraaf van het eenig artikel derzelfde wet wordt afgeschaft.

» De 6^oe paragraaf van het eenig artikel derzelfde wet wordt ingetrokken en vervangen door de navolgende bepalingen : Om de vijf jaar, heeft de secretaris recht op eene verhooging van

tant de son dernier traitement, dans les communes rentrant dans les catégories de 1 à 6; à une augmentation de 8 % dans les catégories de 7 à 11; à une augmentation de 6 % dans les communes rentrant dans les catégories de 12 à 14 et au delà.

» Cette augmentation sera supportée par l'État à concurrence de 7/10 (sept dixièmes) du barème légal.

» L'intervention de l'État cessera lorsque le traitement excédera de moitié le chiffre minimum de chacune des catégories reprises ci-dessus.

» La disposition suivante est ajoutée au paragraphe 7 de l'article unique de la dite loi :

» « Les décisions portant fixation, augmentation ou refus d'augmentation du traitement seront susceptibles de recours au Roi, de la part du secrétaire communal, du conseil communal et du gouverneur. »

» Ce recours devra être introduit dans les quinze jours de la notification qui sera faite au conseil communal et à l'intéressé, de la décision de la Députation permanente.

» La présente loi sera exécutoire à partir du 1^{er} janvier 1905. »

10 % op het bedrag zijner laatste jaarwedde, in de gemeenten begrepen in de klassen 1 tot 6; op eene verhooging van 8 % in de gemeenten begrepen in de klassen 7 tot 11; op eene verhooging van 6 % in de gemeenten begrepen in de klassen 12 tot 14 en daarboven.

» Deze verhooging komt ten laste van den Staat tot een bedrag van 7/10 (zeven tienden) van de wettelijke schaal.

» De tusschenkomst van den Staat houdt op wanneer de jaarwedde het laagste cijfer van elke der hoogerstaande klassen met de helft overschrijdt.

» Aan het 7^{de} lid van het eenig artikel derzelfde wet wordt de navolgende bepaling toegevoegd :

» « De beslissingen omtrent vaststelling, verhooging of weigering van verhooging der jaarwedde zijn vatbaar voor hooger beroep bij den Koning van wege den gemeentesecretaris, den gemeenteraad en den gouverneur. »

» Dat beroep moet worden ingesteld binnen vijftien dagen na de beteekening van de beslissing der Bestendige Deputatie aan den gemeenteraad en aan den belanghebbende.

» Deze wet treedt in werking den 1^{sten} Januari 1905. »

L'honorable Ministre de l'Intérieur M. de Trooz ne se rallia pas à cette proposition, parce que, disait-il, il redoutait l'intervention du Gouvernement dans les augmentations quinquennales obligatoires.

Devant cette opposition, les secrétaires communaux eux-mêmes, dans leurs congrès de Bruges en 1906 et de Mons en 1908, avaient écarté l'intervention de l'État dans les majorations des traitements, espérant ainsi obtenir de la Législature et du Gouvernement l'accord unanime sur leurs justes réclamations.

Cet accord unanime a été réalisé au Sénat, grâce aux vives instances de l'honorable rapporteur M. le comte t' Kint de Roodenbeke qui, dans un très remarquable et substantiel rapport, fait au nom de la Commission de l'Intérieur et de l'Agriculture chargée d'examiner la proposition de loi Dufranc-Friart, du 23 juillet 1909, rallia à ses propositions, non seulement les auteurs de la proposition, mais l'unanimité de la Commission et même l'unanimité

du Sénat. La proposition de loi Dufrane-Friart, modifiée par M. le comte d'Kint de Roodenbeke et admise par l'honorable M. Schollaert, Ministre de l'Intérieur, au nom de la Commission de l'Intérieur, fut votée, sans discussion ni observation, à l'unanimité des membres présents.

Le projet de loi adopté par le Sénat porte de 5 à 10 % le taux de l'augmentation quinquennale dans les communes des catégories 1 à 4, communes de moins de 8,001 habitants, et de 7 % dans les communes des autres catégories, communes de 8,001 habitants et plus.

Il prévoit la révision des augmentations quinquennales accordées le 1^{er} janvier 1910 afin de faire sortir aux nouvelles bases leurs effets à partir du 1^{er} janvier 1911 par une régularisation des traitements. Toutefois, l'augmentation cessera d'être obligatoire lorsque le secrétaire comptera les années d'âge et de services requises pour obtenir sa mise à la pension et, en tous cas, dès qu'il aura atteint l'âge de 65 ans. Quelques dispositions accessoires ont pour objet de rendre la législation plus parfaite et de répondre aux observations soulevées pour sauvegarder l'intérêt des communes : défense formelle de tenir des débits de boissons, même par personne interposée, à peine de suspension et, en cas de récidive, de révocation.

La Chambre a renvoyé le projet à une Commission spéciale composée de MM. Heynen, Bertrand, du Bus de Warnaffe, Lefebvre, Macnhaut, Moyersoën et Mullendorff, qui s'est réunie le 25 novembre sous la présidence de M. Heynen. Le projet de loi donna lieu aux observations suivantes :

Un membre trouve qu'il vaudrait mieux adopter un traitement minimum, un médium et un maximum pour les secrétaires communaux. En général, c'est vers le milieu de leur carrière, quand ils ont à pourvoir aux charges de famille, qu'ils ont besoin de plus grandes ressources.

Un autre membre développe les réclamations des secrétaires communaux de la Fédération de la Flandre orientale : il propose de maintenir le principe de l'égalité de la base du traitement pour les quatorze catégories prévues par la loi de 1894 et d'étendre le bénéfice intégral de 10 % d'augmentation jusqu'aux secrétaires des communes de 25,000 habitants, ces secrétaires étant aussi méritants que les secrétaires des autres communes, ayant une tâche laborieuse à remplir et fournissant une somme considérable de travail, plus grande que celle incombant aux secrétaires des communes de moins de 8,000 habitants.

Pourquoi scinder les secrétaires communaux en secrétaire de communes de moins de 8,000 et de plus de 8,000 habitants?

On impose une augmentation de 10 % aux petites communes, qui sont le moins à même de payer, et on impose seulement 7 % aux grandes communes ou villes qui ont des ressources plus considérables.

Le même membre demande que, si la Commission ne se rallie pas à sa proposition, elle inscrive au moins dans le projet de loi l'appel au Roi, le recours du secrétaire communal des décisions des Députations permanentes qui, sans explication aucune, ni à l'intéressé ni à l'administration communale, biffent tout simplement du budget les augmentations facultatives.

tives librement votées par les conseils communaux en faveur des secrétaires et des fonctionnaires communaux. Il faudrait faire cesser ce procédé et assurer efficacement l'autonomie communale évidemment méconnue.

Tout en trouvant très justifiées les observations présentées par le susdit membre, la Commission, afin de ne pas faire subir de retard au projet de loi et de le faire entrer en vigueur au 1^{er} janvier 1911, décide, à l'unanimité, de ne pas modifier le projet de loi voté à l'unanimité par le Sénat, et, à l'unanimité également, elle adopte le texte soumis à son examen.

Un membre a déclaré qu'il se réservait de déposer prochainement sur le bureau de la Chambre une proposition de loi introduisant l'appel.

Il importe de noter que, le 3 juillet 1910, le V^e Congrès des secrétaires communaux tenu à Bruxelles, à l'unanimité de ses 1,305 membres, a prié la Chambre des Représentants de bien vouloir adopter la proposition de loi conformément au texte voté par le Sénat.

La Commission spéciale a décidé que la mise à exécution de la loi nouvelle devait respecter tous les droits acquis par les secrétaires communaux.

Dans ces circonstances, votre Commission, à l'unanimité de ses membres, vous propose de donner votre approbation à ce projet de loi qui, à partir du 1^{er} janvier 1911, accordera une augmentation de 10 % à 2,577 secrétaires communaux et une augmentation de 7 % à 140 autres secrétaires communaux.

Le Rapporteur,
MAENHAUT.

Le Président,
HEYNEN.



(6)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 6 DECEMBER 1910.

Ontwerp van wet tot wijziging van het 6^{de} lid van het eenig artikel der wet van 3 Juli 1894, betreffende het minimum van de vijfjarige verhoogingen der jaarwedde van de gemeentesecretarissen (artikel 111 der gemeentewet ⁽¹⁾).

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN HEER MAENHAUT.

MIJNE HEEREN,

Op 15 November 1910, werd bij de Kamer aanhangig gemaakt een wetsontwerp houdende wijziging van het 6^{de} lid van het eenig artikel der wet van 3 Juli 1894, betreffende het minimum van de vijfjarige verhoogingen der jaarwedden van de gemeentesecretarissen (art. 111 der gemeentewet). Dit wetsontwerp werd den 23^{en} Juli bij den Senaat ingediend door de heeren Dufrane-Friart, Le Clef, Dupont, Jules Francq, E. Keesen en Ch. Magnette, en luidde oorspronkelijk als volgt :

ART. 1. — Het 6^{de} lid van het eenig artikel der wet van 3 Juli (art. 111 der gemeentewet) betreffende de jaarwedde van de gemeentesecretarissen wordt vervangen door de volgende bepaling : « Om de vijf jaren, heeft de gemeentesecretaris recht op eene verhooging van 10 t. h. op het bedrag zijner laatste jaarwedde. »

ART. 2. — Het bedrag van 10 t. h., bij deze wet voorzien, wordt de eerste maal van toepassing op de vijfjarige verhoogingen die vervallen van 1 Januari 1910 af.

(1) Wetsontwerp, door den Senaat overgemaakt, n^o 7.

(2) De Commissie, voorgezeten door den heer HEYNEN, bestond uit de heeren BERTRAND, DE BUS DE WARNAFFE, LEFEBVRE, MOYERSOEN, MULLENDORFF en MAENHAUT.

Vroeger, waren bij de Kamer ingediend drie voorstellen tot wijziging van de wet van 3 Juli 1891, die voor de gemeentesecretarissen eene jaarwedde-schaal bepaalt, volgens veertien reeksen van gemeenten, gerangschikt naar gelang van hare bevolking.

Een eerste wetsvoorstel, uitgaande van de heeren Grimard, Vandervelde, Defnet, Maroille en Smeets (18 Juli 1899), verviel ten gevolge van de ontbinding der Kamers, in 1900.

Een nieuw wetsvoorstel, bewerkt door de heeren Dufrane-Friart, Maenhaut, Drion, Vandervelde, Ouverleaux en Mansart, werd op 22 Mei 1900 overgelegd en tot onderzoek verwezen naar eene afdeling.

Na eene breedvoerige beraadslaging in de Middenafdeeling, bestudeerde ons gewezen medelid de heer Henry Delvaux in een merkwaardig en volledig verslag dit vraagstuk, dat van zoo groot belang is voor de gemeentesecretarissen van gansch het land; hij stelde aan de Middenafdeeling de volgende amendementen voor, die, nadat het voorstel Dufrane-Friart werd verworpen met 6 stemmen en 1 onthouding, eenparig werden aangenomen en het eigenlijk wetsvoorstel Delvaux zijn geworden :

ARTICLE UNIQUE.

« Par modification au paragraphe 2 de l'article unique de la loi du 3 juillet 1894, revisant l'article 111 de la loi communale du 30 mars 1836, le traitement minimum du secrétaire communal est fixé comme suit :

1 ^o	Communes de moins de 300 habitants	fr. 250
2 ^o	— 301 à 500 habitants	350
3 ^o	— 501 à 1,000	450
4 ^o	— 1,001 à 1,500	550
5 ^o	— 1,501 à 2,000	700
6 ^o	— 2,001 à 2,500	900
7 ^o	— 2,501 à 3,000	1,100
8 ^o	— 3,001 à 4,000	1,300
9 ^o	— 4,001 à 5,000	1,500
10 ^o	— 5,001 à 6,000	1,700
11 ^o	— 6,001 à 8,000	1,900
12 ^o	— 8,001 à 10,000	2,100
13 ^o	— 10,001 à 15,000	2,400
14 ^o	— 15,001 à 25,000	—
	et au delà de	3,000

» Le paragraphe 3 de l'article unique de la même loi est supprimé.

» Le paragraphe 6 de l'article unique de la même loi est supprimé et remplacé par les dispositions suivantes : Tous les cinq ans, le secrétaire a droit à une augmentation de 10 % sur le mon-

EENIG ARTIKEL.

« Bij wijziging van paragraaf 2 van het eenig artikel der wet van 3 Juli 1894, houdende herziening van artikel 111 der wet van 30 Maart 1836, wordt de minimum-jaarwedde van den gemeentesecretaris vastgesteld als volgt :

1 ^o	Gemeenten van minder dan 300 inwoners	fr. 250
2 ^o	— 301 tot 500	350
3 ^o	— 501 tot 1,000	450
4 ^o	— 1,001 tot 1,500	550
5 ^o	— 1,501 tot 2,000	700
6 ^o	— 2,001 tot 2,500	900
7 ^o	— 2,501 tot 3,000	1,100
8 ^o	— 3,001 tot 4,000	1,300
9 ^o	— 4,001 tot 5,000	1,500
10 ^o	— 5,001 tot 6,000	1,700
11 ^o	— 6,001 tot 8,000	1,900
12 ^o	— 8,001 tot 10,000	2,100
13 ^o	— 10,001 tot 15,000	2,400
14 ^o	— 15,001 tot 25,000	—
	en daarboven	3,000

» De 3^{de} paragraaf van het eenig artikel derzelfde wet wordt afgeschaft.

» De 6^{de} paragraaf van het eenig artikel derzelfde wet wordt ingetrokken en vervangen door de navolgende bepalingen : Om de vijf jaar, heeft de secretaris recht op eene verhooging van

tant de son dernier traitement, dans les communes rentrant dans les catégories de 1 à 6; à une augmentation de 8 % dans les catégories de 7 à 11; à une augmentation de 6 % dans les communes rentrant dans les catégories de 12 à 14 et au delà.

» Cette augmentation sera supportée par l'État à concurrence de 7/10 (sept dixièmes) du barème légal.

» L'intervention de l'État cessera lorsque le traitement excédera de moitié le chiffre minimum de chacune des catégories reprises ci-dessus.

» La disposition suivante est ajoutée au paragraphe 7 de l'article unique de la dite loi :

» « Les décisions portant fixation, augmentation ou refus d'augmentation du traitement seront susceptibles de recours au Roi, de la part du secrétaire communal, du conseil communal et du gouverneur. »

» Ce recours devra être introduit dans les quinze jours de la notification qui sera faite au conseil communal et à l'intéressé, de la décision de la Députation permanente.

» La présente loi sera exécutoire à partir du 1^{er} janvier 1905. »

10 % op het bedrag zijner laatste jaarwedde, in de gemeenten begrepen in de klassen 1 tot 6; op eene verhooging van 8 % in de gemeenten begrepen in de klassen 7 tot 11; op eene verhooging van 6 % in de gemeenten begrepen in de klassen 12 tot 14 en daarboven.

» Deze verhooging komt ten laste van den Staat tot een bedrag van 7/10 (zeven tienden) van de wettelijke schaal.

» De tusschenkomst van den Staat houdt op wanneer de jaarwedde het laagste cijfer van elke der hoogerstaande klassen met de helft overschrijdt.

» Aan het 7^{de} lid van het enig artikel derzelfde wet wordt de navolgende bepaling toegevoegd :

» « De beslissingen omtrent vaststelling, verhooging of weigering van verhooging der jaarwedde zijn vatbaar voor hooger beroep bij den Koning van wege den gemeentesecretaris, den gemeenteraad en den gouverneur. »

» Dat beroep moet worden ingesteld binnen vijftien dagen na de beteekening van de beslissing der Bestendige Deputatie aan den gemeenteraad en aan den belanghebbende.

» Deze wet treedt in werking den 1^{sten} Januari 1905. »

Dit wetsvoorstel werd afgewezen door den achtbaren Minister van Binnenlandsche Zaken, den heer de Trooz, omdat hij vreesde dat de Regeering zou moeten bijdragen in de verplichte vijfjarige verhoogingen.

Gezien deze tegenkanting, hadden de gemeentesecretarissen zelfven, op hunne Congressen te Brugge in 1906, te Bergen in 1908, afgezien van Staatsbijdrage in de verhoogingen van jaarwedde, hopende dat aldus de Wetgeving en de Regeering het eenparig eens zouden worden over hunne billijke eischen.

Deze eenparige overeenstemming werd in den Senaat verworven op aandrang van den achtbaren verslaggever, graaf t' Kint de Roodenbeke die, in een zeer merkwaardig en zeer zaakrijk verslag, uitgebracht namens de Commissie voor Binnenlandsche Zaken en Landbouw die werd belast met het onderzoek van het wetsontwerp Dufrane-Friart van 23 Juli 1909, tot zijne voorstellen overhaalde niet alleen de voorstellers zelfven, maar ook af

de leden van de Commissie en al de leden van den Senaat. Het wetsvoorstel, gewijzigd door graaf t' Kint de Roodenbeke en goedgekeurd, namens de Commissie voor Binnenlandsche Zaken, door den achtbaren heer Schollaert, Minister van Binnenlandsche Zaken, werd zonder beraadslaging noch aanmerking door al de aanwezige leden aangenomen.

Het door den Senaat gestemde wetsontwerp brengt van 3 tot 10 t. h. het bedrag van de vijfjarige verhooging in de gemeenten van de reeksen 1 tot 4, tellende ten minste 8,001 inwoners, en tot 7 t. h. in de gemeenten van de overige reeksen, gemeenten met 8,001 inwoners en daarboven.

Het voorziet de herziening van de vijfjarige verhoogingen, op 1 Januari 1910 toegestaan, opdat de nieuwe grondslagen in werking zouden treden te rekenen van 1 Januari 1911, door eene regeling van de jaarwedden. De verhooging blijft evenwel niet langer verplichtend van 't oogenblik dat de secretaris den leeftijd en de dienstjaren bereikt, vereischt om pensioen te genieten; in elk geval, zoodra hij 65 jaar oud is. Enkele ondergeschikte bepalingen strekken om de wet te verbeteren en te beantwoorden aan de gedate opmerkingen tot vrijwaring van het belang der gemeenten: uitdrukkelijk verbod tot het houden van dranklijterij, zelfs door een tusseheupersoon, op straffe van schorsing, en; ingeval van herhaling, op straffe van afzetting.

De Kamer verwees het ontwerp naar eene bijzondere Commissie, waarvan deel uitmaakten de heeren Heynen, Bertrand, du Bus de Warnaffe, Lefebvre, Maenhaut, Moyersoën en Mullendorff. Zij vergaderde op 25 November, onder voorzitterschap van den heer Heynen. Het ontwerp gaf aanleiding tot de volgende opmerkingen:

Een lid acht het beter eene minimum-jaarwedde, eene gemiddelde en eene hoogste jaarwedde te bepalen voor de gemeentesecretarissen. Doorgaans is het rond de helft van hunne loopbaan dat zij den zwaarsten familielast hebben te dragen, dat zij het meest behoefte hebben aan ruimere geldmiddelen.

Een ander lid ontwikkelt de eischen der gemeentesecretarissen van den Bond van Oost-Vlaanderen: hij stelt voor, het beginsel van gelijkheid van den grondslag der jaarwedde te handhaven voor de veertien reeksen, voorzien bij de wet van 1894, en het volledig voordeel van de 10 t. h. verhooging uit te strekken tot de secretarissen der gemeenten van 25,000 inwoners, daar deze secretarissen zoo verdienstelijk zijn als die der overige gemeenten, hebbende eene zware taak te vervullen en veel meer werk afteleggen dan die der gemeenten met minder dan 8,000 inwoners.

Waarom zou men de gemeentesecretarissen splitsen in secretarissen van gemeenten hebbende minder of meer dan 8,000 inwoners?

Men legt eene verhooging van 10 t. h. op aan kleine gemeenten, die het minst goed kunnen betalen, en slechts 7 t. h. aan groote gemeenten of steden, beschikkend over meer geldmiddelen.

Hetzelfde lid vraagt dat de Commissie, zoo zij niet instemt met zijn voorstel, ten minste in de wet opneeme het beroep op den Koning, de voorziening van wege den gemeentesecretaris tegen de beslissingen van de

Bestendige Deputatiën, welke, zonder hoegenaamde uitlegging aan den belanghebbende of aan het gemeentebestuur, eenvoudig in de begrooting doorhalen de vrijwillige verhoogingen, uit eigen beweging toegestaan door de gemeenteraden aan de secretarissen of aan de gemeenteambtenaren. Er dient dus een einde te komen aan die handelwijs. Men zou de blijkbaar miskende zelfstandigheid der gemeente doelmatig moeten verzekeren.

Ofschoon de Commissie deze opmerkingen volkomen juist acht, heeft zij, opdat het wetsontwerp geene vertraging ondervinde en in werking kunne treden op 1 Januari 1911, eenparig beslist niets te wijzigen in het wetsontwerp, eenparig goedgekeurd door den Senaat. Zij ook neemt den tekst van den Senaat eenparig aan.

Een lid verklaarde dat hij zich voorbeheld eerlang in de Kamer een wetsvoorstel in te dienen, waarbij het beroep wordt ingesteld.

Er valt op te merken dat het V^e Congres der gemeentesecretarissen, te Brussel gehouden op 3 Juli 1910, bij eenparigheid van zijne 1,305 leden, de Kamer heeft verzocht het wetsvoorstel aan te nemen zooals het door den Senaat is gestemd.

De Bijzondere Commissie heeft beslist dat, bij de tenuitvoerlegging van de nieuwe wet, al de rechten, verworven door de gemeentesecretarissen, geëerbiedigd moesten worden.

Daarom stelt de Commissie, bij eenparigheid van hare leden, u voor, het aan uwe goedkeuring onderworpen wetsontwerp aan te nemen. Het zal eene verhooging van 10 t. h. verschaffen aan 2,577 gemeentesecretarissen en van 2 t. h. aan 140 andere gemeentesecretarissen, dit te rekenen van 1 Januari 1911.

De Verslaggever,

MAENHAUT.

De Voorzitter,

HEYNEN.